

<https://ugtg.org/spip.php?article571>



L'UGTG sur le site : "Gens de la Caraïbe"

- Revue du web - Des écrits sur l'UGTG -



Date de mise en ligne lundi 29 septembre 2008

Date de parution 4 juin 2001

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

I - Dénonciation des actes de violences de l'UGTG, syndicat indépendantiste guadeloupéen, par Jacky DAHOMAY

Écrit par GDC 17-09-2002

[Lien vers l'article](#)

Jacky Dahomay [1] revient ici sur les agissements de l'UGTG qui ont saccagé des magasins de Pointe-à-Pitre le 27 mai 01. Ces derniers reprochaient aux propriétaires de ne pas avoir baissé leurs volets le jour de l'abolition de l'esclavage, jour chômé en Guadeloupe. Michel Madassamy, un des dirigeants du parti a été mis en garde à vue plusieurs jours.

L'UGTG : antidémocratique , macoutique et fascisante (mis en ligne avec l'autorisation de l'auteur.)

"Sur les ondes d'une télévision locale, Gaby Clavier [2], Secrétaire général de l'U.G.T.G., me prenait à partie suite à mon intervention sur RCI condamnant les méthodes de son syndicat.

(...)

Pour commencer, je n'ai personnellement rien contre la personne de Michel Madassamy que je ne connais pas. Je suis même choqué d'entendre dire par certains qu'en tant qu' Indien, il n'aurait rien à voir avec la célébration de l'abolition de l'esclavage. Cette fête concerne tout guadeloupéen, quelle que soit sa race ou son origine et aussi, on l'oublie souvent, elle interpelle toute l'humanité par son contenu universel. Je trouve même un peu gros que Michel Madassamy soit le seul à payer pour des actes qui ont été commis collectivement voire même commandités par les responsables du syndicat. Au moins a-t-il eu le courage de prendre tout sur lui, aux dires même de Gaby Clavier intervenant sur les ondes au début de cette affaire.

L'UGTG eût-elle accepté de reconnaître ses torts et de rembourser les victimes que cela aurait sans doute contribué à diminuer les peines que Madassamy peut encourir. Mais soyons clairs :

Je condamne absolument, tant au plan moral que politique, l'intervention musclée de certains militants de l'U.G.T.G. ayant entraîné les violences que l'on sait contre des commerçants pointois qui avaient ouvert boutique le 27 mai 01 dernier.

Aucune raison ne peut justifier de tels actes.

D'une part, l'U.G.T.G. ne dispose d'aucune autorité politique sur le peuple guadeloupéen. Une autorité politique n'est légitime que lorsqu'elle émane de la volonté populaire par des voies clairement établies. D'autre part, une telle autorité eût-elle existé que cela ne justifierait pas la pratique de telles violences. Nombreux sont ceux qui, comme moi, militent depuis des années pour faire du 27 mai une journée de commémoration digne de ce nom et qui pourtant n'hésitent pas à condamner les pratiques terroristes de l'U.G.T.G. (je regrette d'ailleurs que Le Monde n'ait pas publié un article de moi adressé au journal avant le 27 mai, lequel dénonçait un certain républicanisme français oublieux de l'histoire !). Je précise d'ailleurs qu'étant membre de la commission ministérielle chargée d'élaborer les nouveaux programmes de philosophie, j'ai soutenu l'idée d'introduire la question de l'esclavage. Dès la rentrée prochaine, les élèves qui arrivent en terminale pourront réfléchir philosophiquement sur l'esclavage instauré aux Amériques. J'approuve du reste la lutte entreprise par l'UGTG pour faire de cette date une journée entièrement

chômée et fériée. Or, cette juste cause nécessitait-elle des actes macoutiques ?

La fin justifie-t-elle n'importe quel moyen ? Le mal travaille-t-il toujours pour le bien selon la célèbre logique dialectique ?

Tout le problème est là et c'est où on peut comprendre mon évolution. Ayant milité à l'AGEG, à l'UTA, à l'UPG, ayant été aussi fondateur de l'UGTG et du SPEG, je connais de l'intérieur l'évolution du mouvement nationaliste guadeloupéen et ses pratiques récurrentes. Car il faut le dire ouvertement : une tendance antidémocratique, macoutique et fascisante même, a toujours traversé un tel mouvement. A l'AGEG déjà, il y a plus de trente ans, je me suis opposé à cette idéologie. Il s'est passé là, à l'époque, des choses qui feraient sursauter de dégoût la conscience morale la plus élémentaire. J'ai retrouvé de telles pratiques au SPEG. Le conseil syndical auquel j'appartenais avait refusé de condamner (et a même soutenu) le pillage du local du journal Jougwa que des amis et moi dirigeons. C'était l'époque où l'UPLG interdisait à ses militants l'achat de notre journal, où il était question d'un seul peuple, d'une seule organisation, d'un seul journal, d'une seule musique etc... Tout cela est très vite dit, j'en conviens, et mériterait de plus amples développements que nous ne pouvons faire ici. Mais c'est pour avoir souffert de ces agissements macoutiques que j'en vins à nourrir une opposition principielle à tout macoutisme pouvant travailler le mouvement nationaliste guadeloupéen et cela me permit de revenir à la théorie philosophico-politique. Car je voulais comprendre ce qui nous arrivait. Cela, je l'explicitais déjà dans mon article paru en 1989 dans la revue Etudes guadeloupéennes et intitulé : "de la politique à la philosophie". Je dois ajouter que mon expérience ne se réduit pas à l'espace guadeloupéen. On pourrait trouver que j'exagère en qualifiant les actes de l'UGTG de "macoutiques".

Or, mon expérience haïtienne m'a beaucoup enrichi. Ainsi, j'ai toujours aimé discuter avec le célèbre journaliste haïtien, Jean Dominique. Il me reprochait ma vision démocratique et ne comprenait pas que je pusse déceler dans le mouvement populaire haïtien dirigé par J.B. Aristide, de fortes tendances macoutiques. Hélas ! il a compris trop tard ce qu'il en était. Quand il a voulu dénoncer les dérives macoutiques d'Aristide, il a été lâchement assassiné. Je voudrais que mon ancien élève médite la chose ! (Je lui conseille de lire à ce sujet mon article "la tentation tyrannique haïtienne" qui vient de paraître dans le dernier numéro de notre revue Chemins Critiques et que je tiens à sa disposition. Mes collaborateurs haïtiens sont actuellement menacés de mort, à cause de ce dernier numéro. Quand je pense qu'après son coup d'Etat électoral, J.B. Aristide a reçu les félicitations de certains dirigeants nationalistes guadeloupéens. ! Comme tout se tient !)

Au fond, Gaby Clavier et l'UGTG sont les rejetons de cette histoire.

Mais à leur décharge, je dirai que les partis nationalistes étant en crise, ces derniers n'ont jamais su produire une critique authentique de ce lourd passé. Comment voulez-vous donc que notre ancien élève eût pu s'instruire de cette histoire ? Il y a là aussi un devoir de mémoire qui eût édifié ces militants et permis d'éviter les errements actuels. Il est d'ailleurs significatif et révoltant de constater aujourd'hui que de pseudos intellectuels cherchent désespérément à justifier idéologiquement les dérives macoutiques de l'UGTG. Il est même scandaleux qu'un syndicat d'enseignants, le SPEG, ait cru bon d'apporter son soutien à l'UGTG lors des derniers événements ! Chose révélatrice : les mêmes qui à l'AGEG avaient soutenu des pratiques immorales se font aujourd'hui les défenseurs de la politique de l'UGTG.

Mais m'objectera-t-on, comment pouvez-vous défendre philosophiquement une attitude moraliste en politique ? Hegel, en son temps, ne critiquait-il pas ce qu'il appelait "la belle âme", à la mode kantienne ? Marx et Engels n'ont-ils pas dit après lui que la violence est accoucheuse de l'histoire ? Ne comprenez-vous pas que la Révolution n'est pas un dîner de gala ? Peut-on faire de l'omelette sans casser des oeufs ? Fanon, soutenu étrangement par Sartre, n'a-t-il pas déclaré que la violence avait un effet purificateur (cathartique) sur le colonisé ? D'où vous vient donc votre bonne conscience démocratico-républicaine ? La démocratie n'est-elle pas l'arme redoutable qu'utilise le

capitalisme pour dominer les travailleurs ? Objections redoutables, convenons-en !

Mais précisément, tout le débat est là. Mettons-nous donc autour d'une table pour en discuter (l'espace de cet article étant trop petit) au lieu de se taper dessus. Face à la médiocrité des partis politiques d'une part, aux dérives de l'UGTG de l'autre et si on y ajoute les délires xénophobes d'un Ibo Simon, la Guadeloupe s'achemine vers un changement de statut dans l'obscurité la plus totale. Et il est grave que l'on assiste de nos jours à la résurgence de la haine contre les intellectuels. Il est impérieux que se constitue une authentique opinion publique guadeloupéenne.

Une opinion publique n'est pas une opinion commune. Cette dernière se déroule dans le non-dit, les paroles étouffées, les consensus irrationnels. La première au contraire requiert que les idées des uns et des autres s'expriment dans un espace de rationalité selon une éthique de la discussion. En l'occurrence, la critique de l'U.G.T.G. ne doit pas s'opérer dans l'espace privé.

Elle doit advenir dans l'espace public, ce que je fais maintenant. C'est très important quoi que cela puisse me coûter par la suite. En somme, le débat qui doit être abordé est celui-ci :

▀ Ou on considère que l'évolution statutaire de la Guadeloupe ne doit pas relever d'un processus démocratique. Dans ce cas, on se dépêche de constituer un pouvoir social (syndical ou autre) capable d'influencer par tous les moyens le processus démocratique, notamment en exerçant la terreur. Au plan théorique, on habille tout cela soit d'une conception héritée du marxisme-léninisme, soit d'une idéologie nationaliste. On postule qu'un parti unique peut représenter tout le peuple car celui-ci est supposé un. Par manque d'analyse critique, on ne voit pas que l'erreur du marxisme-léninisme (mal comprise par Trotsky) est d'avoir confondu l'ordre social avec l'ordre politique, de ne pas avoir su différencier ces deux sphères de l'activité humaine. On ne saisit pas que la faute de Marx est d'avoir repris de façon non critique la négation hégélienne du rôle de la morale en politique et dans l'histoire. Quant au nationalisme, on ne comprend pas qu'il est toujours une dialectique de crétinisation et d'extermination.

▀ Ou au contraire, et c'est mon point de vue, on estime qu'un peuple n'est jamais totalement un, qu'il n'a pas comme le voudraient nationalisme et populisme, un substrat ontologique ferme et définitif. Un peuple se constitue aussi dans l'expression de points de vue pluriels qui doivent se manifester dans un espace public défini rationnellement. Concernant la Guadeloupe, il semble évident qu'on s'oriente, dans le moment historique actuel, vers un statut spécifique dans l'ensemble républicain français. Cela suppose que l'identité culturelle guadeloupéenne devra coexister avec une identité politique plus large, défini par la citoyenneté française. (Je me permets de renvoyer ici à mon article "identité politique et identité culturelle : le cas Antillais" paru dans la revue Comprendre, au PUF, 2000). Mais qui s'interroge vraiment sur ce que doit être cette identité politique commune à tous les citoyens français donc y compris les Guadeloupéens ?

En conséquence, les forces en présence déterminant l'évolution statutaire doivent respecter un cadre légal, ce que refuse l'UGTG. Nous ne sommes plus dans les logiques de libération nationale des années 60 et le peuple guadeloupéen est capable de se prononcer lui-même sur son avenir. A l'heure où se développe partout une culture de la violence, il importe qu'une certaine éthique informe les diverses catégories sociales, jeunes, travailleurs etc. et il faut veiller à un certain respect de la morale publique en lieu et place des pratiques politico-mafieuses qui s'éveillent maintenant dans notre pays, à droite comme à gauche. Enfin, l'évolution statutaire doit prendre en compte la question sociale. Or, l'émancipation des travailleurs est contrariée, d'une part par la déroute du communisme à l'échelle mondiale, d'autre part par le triomphe de la pensée unique démocratico-ultralibérale. C'est pour cela que, pour moi, la démocratie à elle seule ne peut définir un type de société. Si elle est incontournable comme mode de gouvernement, elle doit être réorientée dans un sens anti-ultralibéral, c'est-à-dire, pour aller très vite, dans un horizon républicain qui reste à définir.

Dans une telle optique, l'évolution statutaire doit se faire dans le cadre du droit, même réélabéré. Ceux qui méprisent le droit expriment tout simplement leur logique dictatoriale qui, sous les Tropiques, prend le nom de macoutisme.

Pour en revenir à l'UGTG, elle sait maintenant qu'une large fraction de l'opinion guadeloupéenne dénonce ses pratiques. Va-t-elle persister dans cette voie et prendre le risque de déclencher une guerre civile ? Loin de moi l'idée qu'on puisse éliminer toute violence dans l'histoire. Mais il y a des violences qui sont légitimes, d'autres qui ne le sont pas. Lorsque le patronat essaie par tous les moyens de briser une grève juste et populaire, les travailleurs y opposent une force légitime. Mais terroriser des travailleurs, des citoyens d'une manière générale, est une violence contre la population. Brûler des bennes à ordures, menacer de mort, jeter de l'acide au visage d'une pauvre travailleuse etc ; contredit absolument l'éthique traditionnelle du prolétariat.

Mais je crois que la centrale syndicale dirigée par Gaby Clavier (en qui je garde encore une confiance vague) va se ressaisir et évoluer positivement.

Sinon, le syndicat s'écroulera comme un château de cartes. L'UGTG a droit à l'existence. Que dit la vox populi ? UGTG : oui ; méthodes : non ! Syndicalisme : oui ; dictature : non. En tant que simple intellectuel, je n'ai aucun pouvoir sur ce syndicat ni aucune prétention à en avoir d'ailleurs. Je ne peux qu'inviter Gaby Clavier à rendre visite à son ancien professeur. Cela lui ferait grand bien en ce moment et sans doute à moi aussi. Je pourrais m'instruire de son expérience. Mes portes lui sont ouvertes car je garde toujours une certaine faiblesse pour mes anciens élèves. Qu'il vienne donc avec qui il veut de son conseil syndical. Mais qu'il fasse vite avant que l'ambulance, hélas ! pour une raison ou pour une autre, ne soit transformée irrémédiablement en corbillard.

Jacky DAHOMAY, juin 01

II - Tourisme / témoignage

Écrit par GDC 09-12-2002

[Lien vers l'article](#)

Voici le témoignage d'un skipper qui travaille en Guadeloupe et Martinique au service d'acteurs commerciaux du tourisme. Nous diffusons ce témoignage qui doit être considéré en tant que tel."

Je ne suis pas surpris du tout par la campagne de dénigrement systématique qui est menée en ce moment. En effet, les gens de la marina de Pointe à Pitre, pour la plupart des commerçants métropolitains au passé pas toujours bien clair), parlaient déjà à mots plus ou moins couverts des actions qu'ils allaient entreprendre pour "faire voir aux locaux" que :

1. ils sont indispensables au business local,
2. que les syndicalistes de l'UGTG sont des quasi terroristes,
3. et surtout que les revendications des salaires du tourisme et autres activités contrôlées par des intérêts "hors îles" sont exagérées, pas du tout justifiées.

Mais surtout, j'ai pu assister à la scène irréaliste de l'opérateur touristique dénigrant la population noire, et en particulier ses représentants males devant des touristes médusés, mais surtout devenus soudain méfiants de tout et tous, et qui se disent que finalement le Lubéron c'est pas mal pour l'année prochaine ...

Kernoc

[1] Jacky Dahomay, guadeloupéen, est professeur agrégé de philosophie à Pointe-à-Pitre.

[2] Gaby Clavier fut l'élève de Jacky Dahomay